



16.053

Neue Finanzordnung 2021

Nouveau régime financier 2021

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.12.16 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

de Buman Dominique (C, FR), pour la commission: Par son projet, le Conseil fédéral vise à renouveler la compétence légale de perception des impôts, en l'occurrence de la TVA et de l'impôt fédéral direct, pour une nouvelle période de quatorze ans, c'est-à-dire la même période que celle qui a prévalu jusqu'à présent. La durée de perception de ces deux impôts, qui représentent plus de 60 pour cent de l'ensemble des recettes de la Confédération, c'est-à-dire environ 42 milliards de francs actuellement, s'étendrait donc de 2021 à 2035.

Initialement, le Conseil fédéral souhaitait la pérennisation, c'est-à-dire l'ancrage définitif, de ces deux impôts dans la législation ordinaire. Mais, dans le cadre de la consultation, si les cantons se sont déclarés d'accord avec cette demande, la majorité des partis politiques a, par contre, préféré s'en tenir à une durée limitée. Le Conseil fédéral, par sagesse, a donc suivi cet avis.

Pour mettre en oeuvre cette volonté, il faudrait, par conséquent, modifier les dispositions transitoires de l'article 196 chiffre 13 et chiffre 14 alinéa 1 de la Constitution fédérale. Cette modification permettrait à la Confédération de continuer à prélever les deux impôts mentionnés jusqu'au 31 décembre 2035.

Par ailleurs, et c'est un effet de la modification proposée, le Conseil fédéral prévoit d'abroger une disposition transitoire concernant la perception de l'impôt sur la bière – il s'agit en l'occurrence de l'article 196 chiffre 15 de la Constitution. Cette disposition est devenue caduque avec l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur l'imposition de la bière. Il s'agit donc d'un toilettage que le Conseil fédéral nous propose de faire en même temps que la prolongation du régime financier.

La Commission de l'économie et des redevances propose, par 16 voix contre 8, d'approuver la prolongation du droit de perception jusqu'en 2035, écartant ainsi une proposition de prorogation plus courte allant jusqu'en 2030 seulement. Cette proposition a été, par conséquent, reprise par la minorité Amaudruz.

Cette minorité estime que le délai de 2035 est trop long et que le Conseil fédéral et le Parlement doivent pouvoir, en quelque sorte, jouir d'une marge de manoeuvre qui tienne compte des effets de la troisième réforme de l'imposition des entreprises, qui sera vraisemblablement acceptée.

Une autre minorité, défendue par Madame Birrer-Heimo, propose de renoncer à toute limitation temporelle, reprenant par là même le souhait initial du Conseil fédéral. Cette proposition a été écartée par 19 voix contre 5.

Lors du vote sur l'ensemble, le projet de nouveau régime financier 2021 a été approuvé à l'unanimité de la commission, qui vous demande par ailleurs de suivre le Conseil fédéral, et donc de voter pour l'échéance de 2035, comme le soutient sa majorité, et conformément au délai prévalant jusqu'à présent.

Schneeberger Daniela (RL, BL), für die Kommission: Mit der neuen Finanzordnung 2021 soll die bis 2020 befristete Kompetenz des Bundes zur Erhebung der direkten Bundessteuer und der Mehrwertsteuer um 15 Jahre verlängert werden. Die beiden Steuern sind die Haupteinnahmequellen des Bundes und machen zusammen über 60 Prozent der Bundeseinnahmen aus. Sie sind deshalb für den Bundeshaushalt und die daraus finanzierten Aufgaben des Bundes zentral. Daneben soll eine hinfällig gewordene Übergangsbestimmung zur Biersteuer aufgehoben werden.

Beim Vernehmlassungsentwurf zur neuen Finanzordnung 2021 hat sich der Bundesrat dafür ausgesprochen, die Befristung der direkten Bundessteuer und der Mehrwertsteuer ganz aufzuheben. Dies hätte es dem Bund erlaubt, die beiden Steuern permanent zu erheben und die Finanzierung der Bundesaufgaben auf eine langfristig gesicherte Grundlage zu stellen. Das Vernehmlassungsergebnis zeigte jedoch, dass dieser Vorschlag im Parlament keine politische Mehrheit finden würde.

Aus diesem Grund soll nun die Befristung der direkten Bundessteuer und der Mehrwertsteuer verlängert werden. Dazu ist es notwendig, die Übergangsbestimmungen in Artikel 196 Ziffer 13 und Ziffer 14 Absatz 1 der



Bundesverfassung zu ändern. Mit diesen Änderungen können die beiden Haupteinnahmequellen des Bundes bis zum 31. Dezember 2035 erhoben werden. Die neue Finanzordnung 2021 löst die betreffenden Verfassungsbestimmungen ab und stellt die Bundesfinanzen einnahmenseitig für die Zeit nach 2020 auf eine neue Verfassungsgrundlage. Da die Vorlage eine Verfassungsänderung beinhaltet, unterliegt sie dem obligatorischen Referendum.

In der Kommission wurde Eintreten auf die Vorlage ohne Gegenantrag beschlossen. Auf die Mehrheits- und Minderheitsanträge werde ich in der Detailberatung eingehen.

AB 2016 N 2270 / BO 2016 N 2270

Amaudruz Céline (V, GE): Comme le président vient de le dire, je m'exprimerai au nom du groupe UDC et également pour vous présenter ma proposition de minorité I. Comme vous le savez, le nouveau régime financier 2021 a pour but de renouveler la compétence du Conseil fédéral en matière de prélèvement de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'impôt fédéral direct.

La prolongation de cette compétence, actuellement limitée à 2020, nécessite une modification de la Constitution. Le Conseil fédéral souhaiterait pouvoir prolonger cette compétence de quinze ans, soit jusqu'en 2035.

La Commission de l'économie et des redevances, cela a été rappelé, approuve le principe de la prolongation, et ce à l'unanimité. La question qui se pose alors est de savoir ce que l'on souhaite: soit prolonger la compétence du Conseil fédéral jusqu'en 2035, soit la prolonger jusqu'en 2030, ce qui est contenu dans la proposition de minorité que je vous sou mets, soit renoncer à toute limitation temporelle, comme le prévoit la proposition de la minorité II (Birrer-Heimo).

Le groupe UDC vous recommande d'accepter le projet contrairement au souhait de la minorité I, qui propose de prolonger la compétence de prélèvement des impôts jusqu'en 2030. Il est important de maintenir le caractère temporaire de la taxe sur la valeur ajoutée et de l'impôt fédéral direct. Le caractère temporaire des grands impôts de la Confédération donne la possibilité aux milieux politiques et économiques et à la population de s'interroger par intervalles, certes longs, mais réguliers, sur des questions financières et institutionnelles.

Il s'agit, par exemple, de répondre aux questions suivantes: la Confédération est-elle la bonne instance pour percevoir la TVA et l'impôt fédéral direct? Le montant des impôts est-il correct et légitime au vu des prestations étatiques attendues? Les modalités de l'imposition – on peut penser à la TVA, si compliquée – sont-elles acceptées? Considérant la place économique et le système fiscal, peut-on soutenir la prolongation de l'imposition dans son ampleur actuelle?

Ainsi, la décision relative à l'échéance permet de fixer, au sein de l'Etat, des jalons fondamentaux et pertinents pour l'économie. L'UDC est très attachée aux instruments démocratiques et nous ne devrions pas y renoncer. Pour l'UDC, fixer la nouvelle échéance à 2030 est correct. Ma proposition de minorité vise donc à assortir le nouveau régime financier 2021 d'une échéance et de fixer celle-ci à 2030.

Certes, cet intervalle est plus court que celui qu'envisage le Conseil fédéral. Mais, pour nous, une échéance plus rapprochée traduirait mieux l'idée fondamentale du caractère temporaire – et de l'examen régulier – des principales sources de financement de la Confédération. L'UDC considère qu'un délai de quinze ans est dès lors trop long. Il est à relever que 2030 est un délai plus judicieux pour évaluer l'efficacité des grands jalons qui seront posés ces prochaines années pour l'imposition des entreprises.

Je vous remercie ainsi de bien vouloir soutenir ma proposition de minorité I.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Die SP-Fraktion befürwortet die neue Finanzordnung 2021, mit der die Bundesfinanzen auch über das Jahr 2020 hinaus auf eine tragfähige Basis gestellt werden sollen. Mit den Einnahmen der direkten Bundessteuer von rund 20 Milliarden Franken und der Mehrwertsteuer von über 23 Milliarden Franken werden rund 63 Prozent der Bundeseinnahmen generiert. Sie stellen die Haupteinnahmequellen des Bundes dar. Aufgrund ihrer fiskalischen Bedeutung steht die grundsätzliche Erhebung dieser beiden Steuern nicht infrage. Daher ist es aus unserer Sicht auch ein Gebot der Stunde, diese beiden Steuerarten nun unbefristet zu erheben, so, wie es der Bundesrat in seiner Vernehmlassungsvorlage vorgeschlagen hat, so, wie es über zwanzig Kantone und die Hälfte der Verbände und Organisation unterstützt haben.

Leider hat der Bundesrat seinen ursprünglichen gut begründeten Vorschlag abgeschwächt und will nun die beiden zentralen Einnahmequellen nur befristet erheben. Mit dem Antrag meiner Minderheit II zur Aufhebung der Übergangsbestimmungen zu den Artikeln 128 und 130 nehme ich den Vernehmlassungsentwurf des Bundesrates wieder auf und möchte diese Befristung aufheben.

Was spricht denn für eine unbefristete Erhebung der Mehrwertsteuer und der direkten Bundessteuer? Die beiden Steuerarten sichern knapp zwei Drittel der Bundeseinnahmen und finanzieren mit ihren rund 43 Milliarden



Franken viele staatliche Aufgaben. Allein die stark gebundenen Ausgaben machten im Voranschlag 2016 rund 38 Milliarden Franken oder 56 Prozent des Budgets aus. Hinzu kommen noch die schwach gebundenen Ausgaben von rund 29 Milliarden Franken. Sie sehen nur schon aufgrund dieser Dimensionen: Wir brauchen diese beiden Steuern, sie sind ganz wesentlich für die Finanzierung unseres Auftrages gegenüber der Bevölkerung. Ausserdem würde mit der Weiterführung der Befristung eine permanente Asymmetrie in der Finanzpolitik geschaffen. Denn vor allem bei der Mehrwertsteuer bestehen zahlreiche langfristige Zweckbindungen. Langfristige Ausgaben würden so befristeten Einnahmen gegenübergestellt. Dabei geht es zum Beispiel um unbefristete Finanzierungen für so bedeutende Projekte und Vorsorgeeinrichtungen wie den Bahninfrastrukturfonds, die Invalidenversicherung oder auch die geplante Reform der Altersvorsorge 2020. Auch bei der direkten Bundessteuer partizipieren andere am Ertrag, so die Kantone, heute mit 17 Prozent, je nach Abstimmungsergebnis zur Unternehmenssteuerreform III künftig mit einem höheren Prozentanteil. All diese Aufgaben, die über diese Zweckbindungen finanziert werden, sind demokratisch legitimiert, entweder durch das Parlament oder in einer Volksabstimmung durch die Stimmberechtigten. Daher ist es auch legitim, die Nichtbefristung der Erhebung dieser beiden Steuern zu legitimieren.

Die Befristung wird oft auch damit begründet, dass sie uns immer wieder zu einer Überprüfung dieser Steuerarten auffordere. Eine solche findet jeweils bei Sachvorlagen statt. Wenn wir zum Beispiel über Mehrwertsteuersätze diskutieren oder darüber, ob wir da einen Einheitssatz oder noch mehr Ausnahmen wollen, dann nehmen wir diese Überprüfung immer wieder bei den konkreten Vorlagen vor. Was aber nicht der Fall ist und wahrscheinlich auch nie der Fall sein wird, ist, dass wir bei einer Verlängerung der Befristung eine grundsätzliche Diskussion über die Finanzordnung führen. Diese findet in anderen Rahmen statt.

Dazu nur ein Beispiel für den Fall, dass man meint, diese Überprüfung werde jeweils bei der Verlängerung à fond und grundlegend durchgeführt: Wir haben es in der Kommission gut gemacht, wir brauchten dazu 55 Minuten, auch die Botschaft ist gut dokumentiert und hat nicht einmal zwanzig Seiten. Man kann also wahrscheinlich nicht davon sprechen, dass wir hier jetzt bei der Verlängerung eine grundlegende Diskussion über unsere Finanzordnung geführt hätten. Das würde auch keinen Sinn machen, es ist in diesem Kontext nicht nötig.

Dann möchte ich noch darauf hinweisen, dass wir die Mehrwertsteuer nun seit 75 Jahren haben – zuerst als Wust, dann als Mehrwertsteuer – und dass wir die direkte Bundessteuer seit 100 Jahren haben. Das hat sich bewährt, wir brauchen diese Steuerarten. Deshalb bitte ich Sie, meine Minderheit II zu unterstützen und diese Befristung aufzuheben.

Auf die Vorlage treten wir selbstverständlich ein. Wir bitten Sie, diese dann auch mit einer unbefristeten Ausgestaltung zu bejahen.

Müller Leo (C, LU): Wir haben heute die Botschaft zur neuen Finanzordnung 2021 zu beraten. Ich spreche gleichzeitig zum Eintreten und zu den beiden Minderheitsanträgen bei Artikel 196 Ziffern 13 und 14 der Bundesverfassung.

Worum geht es? Das haben Sie von der Kommissionsberichterstatlerin und vom Kommissionsberichterstatler bereits gehört. Es ist eine wichtige Vorlage, die wir hier zu behandeln haben. Wir haben zu entscheiden, ob wir die befristete Kompetenz zur Erhebung der direkten Bundessteuer und zur Erhebung der Mehrwertsteuer erstens verlängern wollen und zweitens, wenn ja, für wie lange. Wie wichtig diese Vorlage ist, zeigt allein das Ergebnis der beiden Steuern: Rund zwei Drittel unseres Bundeshaushaltes von 67 Milliarden Franken werden über diese zwei Einnahmequellen finanziert.

AB 2016 N 2271 / BO 2016 N 2271

Der Bundesrat schlägt vor, die Verlängerung je um 15 Jahre vorzunehmen. Wir haben auch zwei Minderheitsanträge zu behandeln, nämlich den Antrag der Minderheit I (Amaudruz), die die Verlängerung nur für 10 Jahre will, und den Antrag der Minderheit II (Birrer-Heimo), die eine unbefristete Regelung in der Bundesverfassung will. Vorab halte ich fest, dass es für die CVP nicht zur Diskussion steht, diese Verlängerung nicht zu gewähren. Immerhin – das habe ich gesagt – ist das ein wichtiger Einkommensbestandteil, den wir damit beschliessen und für den wir auch die Grundlage schaffen.

Bei den Ziffern 13 und 14 unterstützt die CVP-Fraktion die Mehrheit und somit den Vorschlag des Bundesrates. Bereits in der Vernehmlassung hat sich die CVP dahingehend geäußert, dass es keine unmittelbare und zwingende Notwendigkeit gibt, die Aufhebung der Befristung zu beschliessen. Die Befristung trägt dazu bei, dass das Steuersystem regelmässig kritisch hinterfragt und auch die Einnahmen und Ausgaben des Bundes überprüft werden. Man kann sagen, das sei jetzt nicht erfolgt. Aber es geht uns vor allem darum, dass wir diese Möglichkeit offenhalten und das bei Bedarf tun können, wenn wir es tun wollen.



Immerhin – und das ist hier auch zur Kenntnis zu nehmen – hat sich das Schweizer Volk in drei Abstimmungen gegen die Aufhebung der Befristung ausgesprochen, nämlich in den Jahren 1977, dann 1979 und schliesslich 1991. Diese Tatsache ist wie gesagt zu berücksichtigen. Zudem sind die vorgesehenen 15 Jahre eine gute Dauer. Eine Verlängerung um 10 Jahre würde heissen, dass bereits nach einer erfolgten Volksabstimmung der Bundesrat schon wieder daran denken müsste, eine neue Vorlage auszuarbeiten und dem Parlament zuzuleiten. Das wollen wir nicht, das finden wir auch nicht effizient. In diesem Sinne bitte ich Sie im Namen der CVP-Fraktion, auf diese Vorlage einzutreten und bei den Ziffern 13 und 14 der Mehrheit zu folgen.

Präsident (Stahl Jürg, Präsident): Die grünliberale Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Schelbert Louis (G, LU): Die direkte Bundessteuer und die Mehrwertsteuer können bislang nur auf Zeit eingezogen werden. Diese wichtigsten Einnahmequellen des Bundes bringen gut 60 Prozent der gesamten Erträge und sind bis 2020 befristet. Wenn die etwas über 20 Milliarden Franken an direkter Bundessteuer und die 22,5 Milliarden Franken an Mehrwertsteuer – die Zahlen sind von 2015 – nicht wegfallen sollen, müssen Volk und Stände die Kompetenz zu deren Erhebung verlängern. Das ist der Hauptinhalt der hier diskutierten Vorlage. Die grüne Fraktion tritt auf sie ein und stimmt ihr zu.

Der Bundesrat hatte eine unbefristete Regelung in die Vernehmlassung gegeben. An der Höhe der Steuern würde sich damit nichts ändern. Dagegen könnte in Zukunft auf die Volksabstimmungen über eine erneute Verlängerung verzichtet werden. Die überwiegende Mehrheit der Kantone, etwa die Hälfte der Verbände und diverse Parteien sprachen sich für die Aufhebung der Befristung aus. Eine Minderheit der Teilnehmenden, darunter aber CVP, FDP und SVP, waren dagegen. Leider ist der Bundesrat deswegen umgefallen und beantragt nun nicht eine unbefristete Lösung, sondern bloss eine Verlängerung der Frist um weitere 15 Jahre.

Die Grünen können diese Mutlosigkeit nicht rühmen. Die zur Diskussion stehenden Steuern sind in der Bevölkerung akzeptiert. In der Bundesverfassung finden sich mehrere Stellen, wo die direkte Bundessteuer und die Mehrwertsteuer genannt sind. Diverse mit diesen Steuern verbundene Ausgaben wurden in Volksabstimmungen bejaht. Damit hiess die Bevölkerung indirekt auch die Erhebung dieser Steuern gut. Zudem verweise ich hier wieder mal auf Artikel 128 Absatz 3 der Bundesverfassung, der den Ausgleich der kalten Progression regelt. Diese Bestimmung sagt zwei Dinge: Erstens gibt es nur eine kalte Progression, wenn die direkte Bundessteuer erhoben wird. Zweitens gibt es nur eine kalte Progression, wenn es eine Progression gibt. Die Rechtmässigkeit einer Progression wird ja hin und wieder bestritten, die Verfassung antwortet diesbezüglich klar.

Von den Befürwortern wird gesagt, die Befristung diene der Disziplinierung bezüglich der Staatsausgaben. Es gelte zudem immer wieder, die Lage neu zu überdenken. So hat es schon das letzte Mal, vor zwölf Jahren, getönt. Die Bevölkerung hiess damals die aktuelle Finanzordnung im Verhältnis drei zu eins gut. Damals hatte niemand eine mehrheitsfähige Idee, wie eine Finanzarchitektur ohne direkte Bundessteuer und ohne Mehrwertsteuer aussehen könnte. Daran hat sich bis auf den heutigen Tag nichts geändert. Es gibt keinen mehrheitsfähigen Ansatz für eine andere Finanzarchitektur in der Schweiz. Es macht deshalb in unseren Augen keinen Sinn, für die Bestätigung der geltenden Ordnung die Bevölkerung immer wieder von Neuem an die Urne zu rufen. Es ergibt sich kein Demokratiegewinn daraus, unnötige Volksabstimmungen sind zu teuer.

Es ist uns Grünen unverständlich, dass sich der Bundesrat nicht für eine unbefristete Lösung einsetzt und den Räten und der Bevölkerung den Unsinn der Befristung erklärt. Der Staat muss finanziert sein, dafür braucht es die Finanzordnung. Grosse Teile der Bevölkerung würden das verstehen, umso mehr, als es keinen Ansatz für eine andere mehrheitsfähige Finanzordnung in der Schweiz gibt.

Die grüne Fraktion unterstützt deshalb den Antrag der Minderheit II (Birrer-Heimo), die für eine unbefristete Lösung eintritt. Den Antrag der Minderheit I (Amaudruz), die statt einer Frist von 15 Jahren nur eine solche von 10 Jahren will, lehnen wir ab. Das würde alles noch unsinniger machen.

In diesem Sinne tritt die grüne Fraktion auf die Vorlage ein und stimmt ihr zu.

Brélaz Daniel (G, VD): On est bien loin de l'époque où, certains, juste après-guerre, disaient que ce qui avait été introduit pour des raisons de défense nationale n'avait aucune raison de durer. L'impôt fédéral direct a, en effet, des origines datant de cette époque. Ce qui est clair aussi, c'est que, petit à petit, et plus encore avec l'introduction de la TVA, qui a remplacé l'impôt sur le chiffre d'affaires, nous nous trouvons dans un système dans lequel les ressources de la Confédération seraient touchées de manière très grave si la perception n'était plus possible. En effet, nous nous retrouverions dans une situation correspondant non pas à moins d'Etat, mais à quasiment pas d'Etat du tout. Je pense que toute personne sensée peut le percevoir.

Maintenant, est-il possible d'agiter une espèce de menace permanente sur les vilains qui gèrent cet Etat,



en laissant un délai de dix ans, voire moins, pour le renouvellement du régime financier, en étant persuadé qu'on trouvera des trucs géniaux? Après que Madame Amaudruz s'est exprimée, j'ai cru un instant qu'elle allait vouloir reprendre et amplifier le projet de fiscalité écologique de Madame Widmer-Schlumpf, ancienne conseillère fédérale, en proposant de le faire non pas pour 3,5 ou 10 milliards de francs, mais pour 40 milliards, et je doute vraiment que, après tout ce que j'ai entendu d'autre, de la part du groupe UDC, sur l'énergie, ce soit la direction dans laquelle on veuille aller.

Il est donc très clair que, comme cela ne se produira pas, il faut des ressources durables. Il est aussi très clair que des aménagements mineurs restent possibles. Il faut juste l'approbation du peuple et des cantons. Si vous avez dix ans, quinze ans ou l'éternité, vous pouvez toujours, soit par une initiative populaire, soit par un vote explicite du peuple et des cantons, apporter des nuances pour 500 millions de francs, 1 milliard ou même 10 milliards, il suffit juste d'avoir l'approbation du peuple et des cantons.

Je comprends, d'une certaine façon, le Conseil fédéral et les partis qui veulent que la compétence de prélèvement de l'impôt fédéral soit limitée à une durée de quatorze ans, parce qu'il y a eu de nombreux échecs historiques lors de tentatives de pérennisation. Mais il y a aussi tellement longtemps que cet impôt existe qu'il faudrait – personne n'ayant d'autre solution – qu'un minimum de fronts politiques disent maintenant au peuple qu'on pourra toujours faire une modification par le biais d'une initiative ou d'une votation à la suite d'une proposition des Chambres, et qu'il convient dès lors de maintenir cet impôt au sens de la sécurité de l'Etat.

AB 2016 N 2272 / BO 2016 N 2272

On veut de la sécurité tout le temps, sauf là. Il faut toujours qu'il y ait une menace de ne plus avoir de financement; on ne sait pas pourquoi, mais c'est le souhait des divers populismes qui animent notre pays, comme d'autres.

Pour le groupe des Verts, il s'agit donc d'une question de priorités. La première priorité, c'est d'asseoir le régime d'impôt définitivement, en prenant le risque que le vieux réflexe qu'on a déjà vu de trop nombreuses fois – et qui consiste à se dire qu'un jour on pourra vivre sans impôt, quel miracle! – ne se manifeste pas lors de la votation populaire. Ensuite, évidemment, la deuxième priorité, c'est le régime le plus long, à savoir celui de la majorité de la commission. C'est enfin celui qui nous paraît le plus absurde, puisque c'est le régime où l'on vote tous les dix ans – pourquoi pas toutes les années! – pour renouveler le régime et agiter je ne sais quelle menace sur l'existence de l'Etat. C'est possible que, parmi nous, quelques-uns souhaitent même supprimer l'Etat, mais jusqu'à maintenant personne n'a osé le dire. Cela viendra peut-être et, ce matin, on a failli en avoir un début d'exemple lors du traitement de la proposition de la Conférence de conciliation pour le budget 2017 – mais ne revenons pas sur le passé.

Pour aujourd'hui, je dirai simplement que, au nom du groupe des Verts, nous privilégierons la durée la plus longue. Et la durée la plus longue est évidemment une durée indéfinie.

Walti Beat (RL, ZH): Ich nutze meine Redezeit für ein Votum zum Eintreten und die Stellungnahme zu den vorliegenden Minderheitsanträgen.

Ich glaube, niemand will dem Bund den finanziellen Teppich unter den Füßen wegziehen, auch die Freisinnigen und Liberalen nicht; entsprechend unterstützen wir diese Vorlage, wie sie vorliegt. Wie wir gehört haben, geht es um über 40 Milliarden Franken jährlich, die durch Mehrwertsteuer und direkte Bundessteuer in die Bundeskasse fliessen. Über 60 Prozent der Ausgaben werden aus diesen Quellen gedeckt, und es ist absolut undenkbar, dass wir bis zum Auslauf der aktuell geltenden Verfassungskompetenz eine alternative Finanzierungsgrundlage zurechtzimmern könnten. Entsprechend ist es zwingend, dass die Verlängerung dieser Verfassungsgrundlage beschlossen wird. Dem schliessen wir uns an.

Wie wir gehört haben, stellen sich zwei Fragen, die auch in den Minderheitsanträgen reflektiert sind, nämlich die Frage, ob diese Verfassungsgrundlage weiterhin befristet sein soll, und die Frage, wie lange diese Befristung gelten soll, wenn sie beschlossen wird. Die Freisinnigen haben zu beiden Fragen eine klare Antwort.

In Bezug auf die terminierte Verlängerung sind wir der Meinung, dass es auch weiterhin Sinn macht, diese so zu belassen. Über die demokratischen Stellungnahmen in Abstimmungen haben wir schon einiges gehört. Wir halten es für nützlich, durch die Befristung einen – wenn auch zugegebenermassen theoretischen, aber eben doch realen – Anlass zu schaffen, periodisch immer wieder einmal über die richtige Finanzierungsstruktur des Bundeshaushalts nachzudenken. Mir ist klar, dass alles, was aktuell oder in der jüngeren Vergangenheit diskutiert worden ist, die Erhebung einer direkten Bundessteuer und einer Mehrwertsteuer nicht per se überflüssig machen würde. Entsprechend würde es auch bei grundlegenden Reformprojekten wahrscheinlich wieder eine entsprechende Verfassungsgrundlage brauchen. Mit der Terminierung besteht aber nichtsdestotrotz ein Anlass, eben diese Grundlage wieder grundsätzlich zu reflektieren und zu beschliessen.



Wie Sie wissen, ist es den FDP-Liberalen ein Anliegen, gerade auch im Steuerbereich die Systemdiskussion wachzuhalten. Wir haben uns immer wieder mit Ideen zur fundamentalen Vereinfachung des Steuersystems gemeldet, sei dies bei der Einkommenssteuer, Stichwort Flatrate oder Easy Tax, oder auch bei der Mehrwertsteuer, Stichwort Einheitssatz. Das ist uns wichtig. Im Übrigen gibt es auch von linker Seite Projekte, mit denen das Steuersystem verändert werden soll, und zwar ziemlich fundamental. Wenn ich mir vorstelle – was hoffentlich eine theoretische Vorstellung bleibt –, dass eine Erbschaftssteuer beschlossen würde, dann wäre das vielleicht auch ein Anlass, über die Struktur des übrigen Steuersystems des Bundes nachzudenken. Dies ist einfach ein Beispiel, das zeigt, dass auch graduelle Veränderungen im Steuersystem durchaus einen grundsätzlichen Diskussionsbedarf auslösen können. Wir stehen also zu dieser weiteren Terminierung.

Nun zur Frage der richtigen Dauer der Terminierung: Hier sind wir der Meinung, dass die mehrheitlich vorgeschlagenen 15 Jahre die richtige Frist sind, und zwar sind wir das vor allem aus realitätsbezogenen Überlegungen. Wollten wir mit 10 Jahren operieren, dann müssten wir – mit sämtlichen Vorlaufzeiten für Entwürfe, Vernehmlassungen, Botschaften, Beratung und dergleichen – eigentlich umgehend wieder anfangen. Wir müssten schon heute anfangen, ein neues System zu skizzieren. Es liegt aktuell nichts Derartiges vor, und deshalb macht es auch keinen Sinn, diese Frist künstlich auf 10 Jahre zu limitieren.

15 Jahre sind ein ausgewogener Ausgleich zwischen dem Bedürfnis nach Stabilität, Berechenbarkeit und Planbarkeit und dem Bedürfnis, das System zu hinterfragen. Das gilt auch für die Steuerpflichtigen; sie wissen dann, was in der Schweiz gilt. Das ist auch ein wichtiges Standortmerkmal. Es gibt eben die Gewähr, dass unser Steuersystem stabil und berechenbar ist, auch wenn es terminiert ist. Dennoch haben wir mit 15 Jahren ein noch einigermaßen absehbares Ende dieser Erhebungsperiode und eine Sollbruchstelle oder eben einen terminierten Anlass, um diese fundamentale Diskussion einer möglichen Weiterentwicklung des Steuersystems zu führen.

Zusammenfassend empfehle ich Ihnen deshalb im Namen der FDP-Liberalen Fraktion, auf die Vorlage einzutreten, dem Mehrheitsantrag zu folgen und beide Minderheitsanträge abzulehnen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Die Vorlage, die wir jetzt behandeln, hat viel mit dem schweizerischen Staatssystem zu tun. Wenn ich ausländischen Kollegen erkläre, dass das Volk darüber abstimmt, ob wir überhaupt Steuern erheben dürfen, dann staunt man. Und wenn ich dann noch sage, das Volk stimme auch über die Höhe dieser Steuer ab, dann ist man sprachlos.

Hier geht es um die direkte Bundessteuer und um die Mehrwertsteuer. Wir haben die Kompetenz, diese Steuer bis Ende 2020 zu erheben. Das ist sozusagen die Bewilligung des Volkes, und wir müssen um die Bewilligung nachfragen, damit wir die Steuern weiterhin erheben dürfen. Jetzt ist es klar, dass wir auf diese Steuern grundsätzlich nicht verzichten können. Sie machen über 60 Prozent unserer Einnahmen aus und finanzieren damit einen wesentlichen Teil des Staatshaushaltes. Das ist grundsätzlich ja unbestritten.

Die Frage hat sich schon in der Vernehmlassung gestellt und stellt sich auch jetzt, ob wir mit einer Befristung weitermachen oder ob wir diese Steuern in Zukunft unbefristet erheben möchten. Das sind ja auch die Anträge des Bundesrates beziehungsweise der beiden Minderheiten. In der Vernehmlassung hat der Bundesrat einmal die Variante der unbefristeten Erhebung in den Raum gestellt. Die Vernehmlassung war durchgezogen, könnte man sagen. Die Kantone befürworten das mehr oder weniger, die Verbände und Parteien lehnen das grossmehrheitlich ab. Der Bundesrat hat sich jetzt dafür entschieden, die Befristung weiterzuführen, und beantragt Ihnen eine weitere befristete Erhebung von noch einmal 15 Jahren.

Jetzt kann man natürlich sagen, das sei Unsinn, es sei ohnehin klar. Man kann aber auch argumentieren, das sei der Respekt gegenüber dem Souverän, der entscheiden darf und diskutieren soll, ob wir überhaupt Steuern erheben, und dann auch noch über die Höhe der Steuern abstimmen kann. Ich denke, wenn ich an andere Volksabstimmungen denke, die wir ab und zu durchführen, dann hat diese Frage der Kompetenz der Steuererhebung durchaus ein Gewicht. Es schadet nicht, wenn wir so alle fünfzehn Jahre einmal über Sinn und Zweck der Steuern diskutieren, über den Unsinn der Steuerverwendung und über weiss Gott was alles. Diese Diskussion mit dem Souverän zu führen ist auch ein Privileg, denke ich, auch wenn das Schlussergebnis wahrscheinlich fast selbstverständlich sein dürfte.

AB 2016 N 2273 / BO 2016 N 2273

Nun hat man sich die Frage gestellt: befristet oder unbefristet? Der Bundesrat schlägt Ihnen, wie gesagt, ein weiteres Mal eine Befristung vor, um in diesem Dialog mit der Bevölkerung über die Steuern zu bleiben. Es liegt ein Minderheitsantrag für eine Befristung auf nur 10 Jahre vor. Wir meinen, 15 Jahre sei eine vernünftige Dauer. Es gibt für diese Zeit eine gewisse Rechtssicherheit, eine gewisse Planbarkeit, und wir müssen die Leute dann nicht allzu häufig an die Urne rufen. Ganz unbefristet würden wir Ihnen die Steuererhebung – noch



einmal – nicht empfehlen. Der Dialog mit der Bevölkerung über Steuern ist grundsätzlich wichtig. Ich bitte Sie also, der Vorlage zuzustimmen. Wir brauchen die direkte Bundessteuer und die Mehrwertsteuer auch in Zukunft zur Finanzierung des Staates. Ich bitte Sie, bei den vom Bundesrat vorgesehenen 15 Jahren zu bleiben – das ist ein Mittelweg, ein vernünftiger Kompromiss –, den Minderheitsantrag für eine Befristung auf 10 Jahre abzulehnen und die Steuern auch in Zukunft nicht unbefristet zu erheben und damit die entsprechende Verfassungsbestimmung nicht zu streichen. Das wäre ein Bruch mit unserer Tradition und vielleicht auch ein bisschen ein Bruch mit unserem Verständnis bezüglich des Verhältnisses zwischen Staat und Bürger. Das ist mein letztes Votum in dieser Session. Ich benutze die Gelegenheit, um Ihnen wunderschöne Weihnachten zu wünschen. Alles Gute im neuen Jahr! Passen Sie auf sich auf. Wenn Sie den einen oder anderen Vorsatz bezüglich unserer Finanzen fassen sollten, haben Sie meine Unterstützung. (*Heiterkeit, Beifall*)

Schneeberger Daniela (RL, BL), für die Kommission: Nachdem wir die Minderheitssprecher gehört und sich die Fraktionen auch gleich zu den Minderheitsanträgen geäußert haben und die Detailberatung somit eigentlich bereits gemacht ist, möchte ich Ihnen noch die Kommissionsmeinung zu den einzelnen Bestimmungen bekanntgeben.

Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, dass eine Befristung notwendig ist. Sie gibt dem Parlament die Möglichkeit, in gewissen Abständen darüber zu diskutieren, ob die Steuer noch sinnvoll ist oder ob es Alternativen gibt. Die Befristung erlaubt es dem Parlament, andere Modelle zu prüfen, vorzuschlagen und die heutigen Steuern abzulösen. Die neue Finanzordnung ist dem obligatorischen Referendum unterstellt, und es findet somit eine Volksabstimmung statt. Somit wird die Legitimation zur Erhebung dieser Steuern auch durch die Bevölkerung gegeben.

15 Jahre sind für die Mehrheit der Kommission der richtige Zeitabstand. Er bringt eine gewisse Stabilität ins System. Grundlegende Änderungen eines Steuersystems brauchen entsprechend Zeit, erst recht mit Blick auf den ganzen parlamentarischen Betrieb, den wir hier haben.

Die Minderheit I (Amaudruz) möchte die Befristung auf 10 Jahre kürzen. Die Argumentation haben Sie von Frau Amaudruz selbst gehört. Die Minderheit II (Birrer-Heimo) möchte die Befristung aufheben und somit die Befugnis zur Erhebung dauerhaft verankern. Auch Frau Birrer-Heimo hat ihre Begründung bereits geliefert.

Die Kommission hat mit 16 zu 8 Stimmen gegen den jetzigen Antrag der Minderheit I (Amaudruz) und mit 19 zu 5 Stimmen gegen den jetzigen Antrag der Minderheit II (Birrer-Heimo) gestimmt und bittet Sie somit, der Mehrheit zu folgen. In der Gesamtabstimmung hat die Kommission mit 24 Stimmen, also einstimmig, der Vorlage zugestimmt.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesbeschluss über die neue Finanzordnung 2021

Arrêté fédéral concernant le nouveau régime financier 2021

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 196

Antrag der Mehrheit

Ziff. 13, 14 Abs. 1, 15

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Antrag der Minderheit I

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Egloff, Flückiger Sylvia, Martullo, Matter, Rime, Walter)

Ziff. 13, 14 Abs. 1

... ist bis Ende 2030 befristet.

Antrag der Minderheit II

(Birrer-Heimo, Jans, Leutenegger Oberholzer, Marra, Pardini, Schelbert)

Ziff. 13, 14 Abs. 1

Aufheben

Art. 196

Proposition de la majorité

Ch. 13; 14 al. 1; 15

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité I

(Amaudruz, Aeschi Thomas, Egloff, Flückiger Sylvia, Martullo, Matter, Rime, Walter)

Ch. 13, 14 al. 1

... est limitée à la fin de l'année 2030.

Proposition de la minorité II

(Birrer-Heimo, Jans, Leutenegger Oberholzer, Marra, Pardini, Schelbert)

Ch. 13, 14 al. 1

Abroger

Erste Abstimmung – Premier vote

(namentlich – nominatif; 16.053/14542)

Für den Antrag der Mehrheit ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I ... 64 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote

(namentlich – nominatif; 16.053/14543)

Für den Antrag der Mehrheit ... 134 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II ... 50 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 16.053/14546)

Für Annahme des Entwurfes ... 178 Stimmen

Dagegen ... 9 Stimmen

(0 Enthaltungen)